CANADIAN POLAR COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES PULAIRES COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES

Dans ce numéro

- 1 Nouveau conseil d'administration de la CCAP
- 1 Une question de souveraineté intellectuelle
- 3 Les membres du nouveau conseil d'administration
- 4 Modèles changeants pour la science dans le Nord canadien
- 6 Carte routière stratégique de la CCAP, 1999
- 7 Politique canadienne sur la recherche nordique
- 8 Gestionnaire des données sur l'Arctique et l'Antarctique
- 8 Système canadien d'information polaire
- 9 Indicateurs de la connaissance polaire au Canada
- Un groupe de travail du CRSNG examine la recherche nordiaue

Un nouveau look!

Dans ce numéro de MÉRIDIEN, la Commission canadienne des affaires polaires affiche son nouveau logo ainsi que la nouvelle conception de ses publications. Vous y trouverez une série d'articles sur la recherche canadienne dans les régions polaires qui paraîtront régulièrement sous la rubrique Recherche arctique et antarctique au Canada, une plus grande section sur les activités prévues et des liens menant aux sources de renseignements sur les dossiers polaires au Canada et dans tout le monde circumpolaire.

Faites-nous connaître votre opinion!

Nouveau conseil d'administration de la CCAP

Le conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires compte sept nouveaux membres. Michael Robinson, directeur exécutif de l'Arctic Institute of North America (AINA) à l'université de Calgary, est le nouveau président de la Commission. Mike a travaillé comme chercheur et consultant dans le secteur de l'environnement et comme gestionnaire des programmes communautaires

et des affaires nordiques pour le projet Polar Gas. Il a aussi été conseiller aux affaires socio-économiques, environnementales et sociales pour le compte d'organismes comme Petro-Canada et l'Administration du pipe-line du Nord. À compter de janvier 2000, il occupera son nouveau poste de président et PDG du Glenbow Museum, à Calgary.

SUITE À LA P. 2

Une question de souveraineté intellectuelle

SUITE À LA P. 2

Mike Robinson et Peter Johnson

À l'été 1909, le plus grand paléontologue et administrateur scientifique de l'Amérique, Charles Doolittle Walcott, secrétaire du Smithsonian Institution, a découvert les schistes Burgess, dans le Parc national Yoho, en Colombie-Britannique. Pendant les 18 années qui ont suivi jusqu'à son décès, en 1927, il s'est distingué par sa profonde réflexion sur la géologie cambrienne et les importantes leçons que la faune de Burgess nous a données. Cependant, il n'a guère publié d'informations sur les 65 000 échantillons de fossiles qu'il a apportés à Washington, D.C., car il devait continuellement assumer de lourdes responsabilités administratives au Smithsonian Institution. C'est le professeur Whittington, de l'université Cambridge, qui a publié la première monographie sur les schistes de Burgess, un compte rendu détaillé des réflexions de Walcott qui ont donné ce que Stephen Jay Gould a appelé « une interprétation radicale non seulement sur les schistes de Burgess, mais (par implication) sur toute l'histoire de la vie, y compris



Site de la forêt fossile, Île Axel Heiberg.



SUTE DE LA P. 1

Les autres nouveaux membres du conseil d'administration de la Commission sont : Wayne Adams d'Halifax, ancien ministre du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, Richard Binder, homme d'affaires d'Inuvik, T.N.-O, Julie Cruikshank, professeure d'anthropologie à l'université de la Colombie-Britannique, à Vancouver, Jean Dupuis, homme d'affaires et président de l'Administration régionale Kativik, à Kuujjuaq, au Québec, Peter Johnson, professeur de géographie à l'Université d'Ottawa, et Josie Sias, membre de la Première nation de Kluane, à Silver City, au Yukon.

Dans son annonce des nominations, la ministre des Affaires indiennes et du Nord, Jane Stewart, a mentionné le rôle unique qu'a joué la Commission pour faire valoir le Canada en tant que pays qui accorde une importance nationale à la connaissance des régions polaires.

« La Commission canadienne des affaires polaires a un important rôle à jouer en rapport avec le développement et la diffusion de la connaissance des régions polaires, a-t-elle dit. La haute qualité du nouveau conseil d'administration reflète la participation dans une vaste gamme de domaines que nous avons demandée et obtenue, y compris celle des Autochtones, des organismes du Nord et de la communauté scientifique ».

La ministre Stewart a décrit un certain nombre de recommandations cruciales faites par les intervenants à propos de la Commission en général et les points qu'elle estime prioritaires pour le nouveau mandat de trois ans de la Commission. Ainsi, la Commission devrait : établir des priorités et une vision stratégique, en se fixant des objectifs à court et à long terme; améliorer les communications avec les groupes qu'elle représente, notamment trouver de nouveaux moyens de faire participer les gens du Nord à ses activités; et continuer de garantir l'utilisation efficace de ses ressources.

Ethel Blondin-Andrew, Secrétaire d'État à l'Enfance et à la Jeunesse et député de l'Arctique

de l'Ouest, a déclaré que le conseil d'administration de la CCAP, dont les membres connaissent réellement le Nord, donnera aux habitants du Nord et aux Autochtones les moyens de se faire entendre lorsqu'il est question de recherche polaire et de guider les politiques du gouvernement en matière de science polaire.

Selon Nancy Karetak-Lindell, député du Nunavut, la composition du conseil d'administration montre comment les gens du Nord peuvent prendre le contrôle des dossiers qui les touchent directement, notamment la recherche sur la santé et la consommation d'aliments traditionnels à long terme dans les communautés circumpolaires.

Guy St. Julien, président du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord et député d'Abitibi-Baie-James-Nunavik, partage ces opinions. Il a affirmé : « Les nominations au conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires revitaliseront et orienteront les activités de la Commission de manière à promouvoir la science polaire canadienne, au Canada et sur la scène internationale ».

Conformément à son mandat, la Commission canadienne des affaires polaires conseille le gouvernement fédéral dans le domaine de la science polaire, organise des conférences et des colloques, publie de l'information sur des questions qui ont rapport à la recherche polaire et collabore étroitement avec les autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour encourager les études canadiennes sur les régions polaires. Elle est active au sein de plusieurs organismes qui s'intéressent à la science polaire au Canada et à l'étranger.

La Commission créée en 1991 en tant que principal organisme chargé de la recherche polaire, a les responsabilités suivantes : promouvoir et diffuser les connaissances relatives aux sciences polaires et suivre leur évolution; aider à sensibiliser le public à l'importance de la science polaire pour le Canada; intensifier le rôle du Canada sur la scène internationale à titre de nation circumpolaire; et recommander l'adoption d'une politique sur la science polaire par le gouvernement.

SUTE DE LA P. 1

notre propre évolution (1989:24) ». Ce récit donne à la science canadienne de nombreuses leçons : nous dépendons depuis longtemps des chercheurs de l'extérieur pour les collectes et l'établissement de dossiers sur nos fossiles; nous comptons souvent sur des groupes de chercheurs étrangers pour l'analyse de notre patrimoine naturel; nous apprenons qu'ils ont révisé la taxonomie quand nous lisons leurs publications; et le dossier des fossiles de notre pays pourrait bien se trouver à l'extérieur de notre territoire géographique.

Tous ces points nous ont encore une fois été rappelés à l'été 1999, presque comme si Charles Walcott n'avait jamais existé, ce qui a stimulé notre débat national sur la souveraineté et la science. Comme l'ont indiqué le Maclean's, le National Post, l'Edmonton Journal et le Canadian Geographic, l'université de la Pennsylvanie a envoyé une équipe de scientifiques dans l'île Axel Heiberg, dans la partie arctique du Canada, l'été dernier. Grâce à une subvention de 1,6 million de dollars de la Andrew W. Mellon Foundation des États-Unis, les chercheurs américains ont recueilli une multitude d'échantillons de forêts fossiles datant de l'Éocène, soit 45 millions d'années. Un scientifique canadien, James Basinger, paléobotaniste à l'université de la Saskatchewan, étudie la forêt fossile de l'île Axel Heiberg depuis 1986, mais il n'a pas participé aux travaux d'excavation.

L'université de la Pennsylvanie a dû se soumettre aux formalités suivantes :

- enquête scientifique menée par le Comité d'évaluation scientifique de l'Étude du plateau continental polaire (ÉPCP);
- enquête sur les incidences environnementales pour l'obtention du permis d'utilisation des terres du ministère des Affaires indiennes et du Nord (MAIN);
- approbation à l'échelle locale par la Commission d'examen des répercussions du Nunavut;
- démarches pour l'obtention d'une licence de recherche délivrée par l'Institut de recherche du Nunavut après que tous les autres organismes eurent donné leur approbation.



Aucune anomalie n'a été détectée dans le processus d'approbation du projet d'exploration de la forêt fossile de la fondation Mellon.

Donc, quels sont les messages, et quelles leçons devons-nous tirer des événements de l'été dernier?

D'abord, les travaux réalisés dans l'île Axel Heiberg font ressortir l'absence d'une politique nationale sur la science et la technologie polaires et de la volonté des bureaucrates de faire adopter une telle politique. Il existe des structures d'octroi de licences pour les travaux scientifiques dans le Nord, mais il n'y a pas de vision nationale d'ensemble pour l'orientation de la recherche dans les hautes latitudes.

Deuxièmement, une telle politique doit garantir un financement suffisant de la science polaire et de son infrastructure. Depuis des décennies, le financement de la science au Canada est insuffisant, et la plupart des sommes consacrées à la recherche par des étrangers, notamment pour les réalisations scientifiques en territoire canadien, sont beaucoup plus élevées que les montants affectés à la recherche canadienne. Cette très grande disparité a entraîné des contraintes pour les scientifiques canadiens; bon nombre ont perdu tout espoir d'avancer dans leur profession.

Troisièmement, il faut absolument améliorer les réseaux de communication pour la science nordique et les scientifiques. De nombreux conflits pourraient être évités si le système d'échange de renseignements était plus ouvert.

La Commission canadienne des affaires polaires examine toute une gamme de propositions sur ces questions, et elle souhaite recevoir les suggestions de Canadiens sur les meilleurs moyens de s'attaquer aux problèmes.

Mike Robinson est président de la Commission canadienne des affaires polaires. Peter Johnson en est le vice-président.

Références

Gould, Stephen Jay. 1989. Wonderful Life: The Burgess Shale and the Nature of History. W.W. Norton and Company, New York.

Les membres du nouveau conseil d'administration

Wayne Adams

Monsieur Wayne Adams a mené une brillante carrière en radiodiffusion publique et dans le domaine des droits de la personne. Il a été propriétaire et gestionnaire d'entreprises. En tant que parlementaire du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, il a fait adopter la Protected Spaces Act qui a préservé d'importantes zones écologiques. Monsieur Adams est depuis longtemps un chef de file au sein de sa communauté: il a exercé des fonctions de directeur et joué un rôle clé dans plusieurs organismes de la région d'Halifax, dont le Black Cultural Centre, le conseil municipal, des conseils scolaires et sportifs et des commissions industrielles. Wavne a été ministre des Approvisionnements et Services de 1993 à 1995 et ministre de l'Environnement de 1995 à 1998. Il est actuellement consultant. Il a remporté, entre autres, le prix Harry Jerome, un prix national décerné aux chefs de file de la communauté noire canadienne.

Richard Binder

En tant que membre du Comité des ressources renouvelables des Inuvialuits, à Inuvik, Monsieur Richard Binder fournit un soutien administratif et technique au Conseil de gestion du gibier. Avec le Comité des chasseurs et trappeurs, il a géré des dossiers relatifs aux ressources halieutiques et fauniques dans la région visée par le règlement avec les Inuvialuits. Monsieur Binder a représenté les Inuvialuits à des congrès nationaux et internationaux où il a préparé et présenté des exposés de position. Il a également été conseiller économique, conseiller des employés et agent de liaison communautaire pour Esso Canada. Il a aussi travaillé pour le gouvernement des T.N.-O., Parcs Canada, la Société canadienne des postes et le ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Julie Cruikshank

Julie est professeure d'anthropologie à l'université de la Colombie-Britannique. Elle possède un baccalauréat en anthropologie de l'université de Toronto ainsi qu'une maîtrise et un doctorat en anthropologie de l'université de la Colombie-Britannique. Elle est également titulaire d'un diplôme en études polaires de l'université de Cambridge. Madame Cruikshank a enseigné et fait de la recherche à l'université de l'Alaska, pour le Yukon Native Language Centre et le Conseil des Indiens du Yukon, le gouvernement du Yukon et les Musées nationaux du Canada. Elle est membre du conseil de l'International Arctic Social Sciences Association.

Jean Dupuis

Monsieur Jean Dupuis est né à Lachine, au Québec. Il s'est établi à Kuujjuag au début des années 70. Il a consacré la plus grande partie de sa carrière à la défense des intérêts du Nunavik et des entreprises de la région. Il a acquis une connaissance approfondie des populations du Nord, ayant travaillé pour le gouvernement fédéral comme conseiller en gestion pour les 13 communautés inuites du Québec de 1976 à 1979. Il a aussi été chef du service du gouvernement local pour l'Administration régionale Kativik, de 1979 à 1983. Depuis 1991, il met son expertise au service de la région de Nunavik et de ses résidants. Il est devenu vice-président de l'Administration régionale Kativik en 1991, puis il a été élu au poste de président qu'il a occupé jusqu'en octobre 1998.

Peter Johnson (vice-président)

Monsieur Peter Johnson a étudié à l'université de Leeds, en Angleterre. Il est professeur au Département de géographie, à l'Université d'Ottawa, depuis 1985. Il est membre de l'Arctic Institute of North America et se consacre à la recherche sur le Nord depuis le début de sa carrière de professeur et de chercheur. Il a fait partie de nombreux comités nationaux et internationaux, dont plusieurs portaient sur les milieux nordiques. Il a entre autres participé à des groupes de travail de la Commission internationale des neiges et glaces, et il a été membre et président du



Sous-comité des glaciers du Comité associé d'hydrologie et représentant de l'Association canadienne des géographes au Conseil Géoscientifique Canadien. Monsieur Johnson est actuellement président de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN), et il représente le Canada au conseil du Comité international pour les sciences arctiques (CISA).

Mike Robinson (président)

Monsieur Michael Robinson est directeur exécutif, vice-président et professeur adjoint de l'Arctic Institute of North America (AINA), à l'université de Calgary. Il est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'université de la Colombie-Britannique, d'un diplôme en

archéologie préhistorique d'Oxford et d'un diplôme en anthropologie de l'UCB. En plus de remplir ses fonctions à l'AINA où il gère



une équipe de 14 employés et 32 chercheurs associés avec un budget d'environ 1,4 million de dollars, il est chercheur et consultant spécialiste de l'environnement, gestionnaire des programmes communautaires et des affaires du Nord pour le Polar Gas Project, conseiller aux affaires socio-économiques, environnementales et sociales pour Petro-Canada et socio-économiste principal pour l'Administration du pipe-line du Nord.

Josie Sias

Madame Josie Sias possède une expérience directe du Nord. Elle est née à Burwash Landing, au Yukon, et a presque toujours vécu au Yukon. Madame Sias occupe le rang de sage au sein de la Première nation de Kluane. Elle a travaillé pour Parcs Canada au Kluane Visitor Interpretation Centre, de 1973 à 1983. Avec son époux, Frank, elle a animé pour Parcs Canada un programme estival des jeunes qui renseignait les jeunes sur la grande variété de débouchés dans les domaines rattachés aux parcs. Ses réalisations à Parcs Canada incluent la mise sur pied d'un herbarium et la collecte de données ainsi que l'identification et l'évaluation de spécimens. Aujourd'hui, elle exploite avec son mari un gîte touristique au bord du lac Kluane, à Silver City, au Yukon.

Modèles changeants pour la science dans le Nord canadien

Iulie Cruikshank

Depuis longtemps, l'histoire de la science dans le Nord canadien présente l'Arctique et la région sub-arctique comme des exemples de « super-laboratoires » de sciences naturelles. Parfois, les habitants autochtones de ces lieux estiment étrange cette façon de désigner leur patrie et mettent en doute la validité des conventions en vigueur depuis un siècle, qui érigent une barrière entre les enquêtes scientifiques et le côté humain de l'histoire avec ses luttes sociales contemporaines. De toute facon, la géophysique, la paléo-écologie, la géologie, la foresterie, l'archéologie et les disciplines semblables relèvent davantage des sciences de terrain que du domaine hermétique et contrôlé des sciences de laboratoire. Toutefois, la notion de « terrains » où des populations sont établies devient chaque jour plus compliquée dans le Nord canadien.

Durant l'été 1999, deux événements ont illustré les différences frappantes dans la facon d'exécuter la recherche scientifique dans le Nord canadien. En juillet, une équipe de scientifiques américains bien financés, qui respectait toutes les règles du système canadien d'autorisation, a entrepris une énorme collecte d'échantillons de forêts fossiles datant de 45 millions d'années sur l'île Axel Heiberg, dans l'Extrême-Arctique. Des photos d'énormes billes qu'on coupait avec des scies à chaîne pour pouvoir les apporter à l'université de la Pennsylvanie et les analyser ont paru en première page des principaux journaux canadiens. Dans ce numéro de MÉRIDIEN, Mike Robinson et Peter Johnson font remarquer que cela fait partie d'une vieille tradition de la science canadienne selon laquelle des éléments de l'histoire naturelle du Canada sont



recueillis, amenés ailleurs, analysés et exposés en dehors de notre territoire national. Robinson et Johnson soulèvent des questions embarrassantes sur le sens de telles activités au regard de la souveraineté intellectuelle. Ils demandent pourquoi le gouvernement du Canada n'a pas la volonté d'élaborer une politique nationale sur la science et la technologie polaires.

En août 1999, un modèle très différent pour la recherche scientifique a été établi dans la zone sub-arcticque ouest, grâce au leadership de la Première nation Champagne-Aishihik (CAFN). Le 14 août, un groupe de chasseurs de moutons a trouvé par hasard des artefacts et des restes d'humains dans un glacier en dégel dans le Tatshenshini-Alsek Park, juste au sud de la frontière du Territoire du Yukon. La Première nation qui revendique ces territoires a tout de suite assumé la responsabilité de l'établissement d'un processus et de lignes directrices pour la recherche scientifique. Les responsables ont consulté les aînés et sont parvenus à un consensus : même s'ils hésitaient à déplacer des restes d'humains, ils ont décidé de protéger les restes et les artefacts pour qu'ils ne se détériorent pas davantage et pour permettre aux chercheurs d'acquérir des connaissances. Avec les organismes gouvernementaux compétents de la Colombie-Britannique et du Yukon, ils ont formé une équipe comprenant des archéologues, un anthropologue légiste, un glaciologue et un conservateur professionnel qui a participé à l'évaluation préliminaire du site.

Les protocoles des collectivités sur la manutention des restes d'humains ont servi de guide pour la politique qui a été établie. Le 24 août, la CAFN a tenu une conférence de presse à Haines Junction où les responsables ont annoncé officiellement la découverte et décrit brièvement le modèle de recherche coopérative qu'ils étaient en train de négocier. Durant les jours qui ont suivi, la Première nation a élaboré des stratégies avec B.C. Parks, Yukon Heritage Branch et des scientifiques pour que la recherche scientifique tienne

compte des préoccupations culturelles. Les aînés ont appelé cette découverte Kwaday Dän Sinchí — « personne d'une autre époque trouvée ». Au début de septembre, la Première nation Champagne-Aishihik et le gouvernement de la Colombie-Britannique ont conclu des accords sur la composition de l'équipe de gestion conjointe, le lieu où les matériaux seraient gardés et la procédure à suivre pour la manutention et l'étude des restes et des artefacts. Le comité de gestion conjointe a établi un processus d'évaluation des projets de recherche scientifique qui couvre une gamme d'opérations allant de l'anthropologie judiciaire, la microbiologie, la paléontologie et la cryobiologie jusqu'aux études de l'ADN. D'après les opérations initiales de datation au radiocarbone, les artefacts du site Kwaday Dän Sinchí auraient environ 550 ans.

En fait, nous avons des situations comparables. Dans l'Extrême-Arctique, un pays souverain — le Canada — qui possède une bureaucratie complexe, a toujours évité de considérer les propositions préconisant l'adoption d'une politique nationale sur la science et la technologie polaires. Il encourage plutôt les chercheurs étrangers dont les travaux sont financés par des sources externes à considérer l'Arctique comme leur laboratoire. On ne peut guère blâmer ces chercheurs qui ont simplement suivi les processus établis par notre gouvernement, mais les résultats semblent arbitraires et marginalisent souvent le travail des scientifiques canadiens.

En revanche, dans la région sub-arctique de l'ouest, une petite Première nation exerce la souveraineté acquise récemment dans le cadre de ses revendications territoriales. La Première nation Champagne–Aishihik prend des mesures pour participer à la recherche scientifique de manière à pouvoir garder le contrôle de son patrimoine culturel. Autrement dit, ces gens prennent des mesures qu'un pays souverain, comme le Canada, ne prend pas à cause de son manque de volonté politique et de sa bureaucratie.

La Première nation Champagne-Aishihik prend les devants dans un autre dossier crucial en rapport avec la science dans le Nord canadien. En élaborant une politique avec des scientifiques, les gouvernements provincial et territorial, ce groupe prouve que « le Nord » est un espace partagé où de nombreux intérêts et des priorités différentes s'affrontent et parfois s'entrechoquent. Ces gens affirment que les endroits où eux-mêmes et leurs ancêtres ont vécu ne peuvent plus être considérés comme des lieux exclusifs où la recherche scientifique est isolée de la vie quotidienne. Les scientifiques qui collaborent avec les populations apprennent que l'action culturelle allant au-delà du cloisonnement des disciplines et les rapports entre les scientifiques et les communautés locales offrent des perspectives intéressantes.

Un atelier organisé par la Commission canadienne des affaires polaires à Inuvik, en juin 1999, a réuni des habitants du Nord, des spécialistes en sciences physiques et en sciences sociales ainsi que des représentants des gouvernements et des entreprises. Nous avons tenu un débat animé sur les rapports entre les scientifiques qui visitent la région, les populations locales et le rôle de la recherche scientifique dans des milieux où les questions sociales occupent une place importante. L'un des principaux objectifs de la Commission canadienne des affaires polaires est la promotion d'une politique nationale sur la science et la technologie polaires qui tienne compte des besoins de la science et des habitants. Les représentants des gouvernements qui sont engagés dans ce processus pourraient observer les façons d'élaborer les politiques dans les petites communautés nordiques où les rapports entre les scientifiques et les populations locales ont de réelles conséquences politiques qui dépassent le domaine théorique.

Julie Cruikshank est membre de la Commission canadienne des affaires polaires et professeure d'anthropologie à l'université de la Colombie-Britannique.

Carte routière stratégique de la CCAP, 1999-2002

Mike Robinson

En février 1999, le gouvernement fédéral a annoncé la composition du nouveau conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires (CCAP).

Au moment des nominations, Jane Stewart, ministre des Affaires indiennes et du Nord, a déclaré : « La haute qualité du nouveau conseil d'administration reflète la participation dans une vaste gamme de domaines que nous avons demandée et obtenue, y compris celle des Autochtones, des organismes du Nord et de la communauté scientifique ». La ministre Stewart a décrit un certain nombre de recommandations cruciales faites par les intervenants à propos de la Commission en général et les points qu'elle estime prioritaires pour le mandat de trois ans du nouveau conseil d'administration. Ainsi, la Commission devrait : établir des priorités et une vision stratégique, en se fixant des objectifs à court et à long terme; améliorer les communications avec les groupes qu'elle représente, notamment trouver de nouveaux movens de faire participer les gens du Nord à ses activités; et continuer de garantir l'utilisation efficace de ses ressources.

À la demande de la ministre Stewart, le conseil d'administration et le personnel de la CCAP ont tenu une réunion, en mars, afin de dresser ensemble une « carte routière stratégique » pour le prochain mandat de trois ans de la Commission. La carte routière s'inspire de la Loi constituant la Commission canadienne des affaires polaires (février 1991). En fait, elle indique la vision, le but, les valeurs, les croyances et les objectifs de la Commission.

La vision de la CCAP

D'ici à l'an 2002, la Commission canadienne des affaires polaires jouera un rôle primordial dans le développement et la diffusion des connaissances sur le Nord par la consultation, la communication et le partenariat qui profiteront à tous les Canadiens et les rendront conscients de leurs responsabilités à l'égard du monde circumpolaire.

La mission de la CCAP

- Suivre l'évolution des connaissances relatives au régions polaires, tant au Canada qu'à l'étranger, et publier régulièrement les faits ou éléments nouveaux.
- Établir les priorités relatives au Nord et faire rapport régulièrement aux Canadiens.
- Collaborer avec des organisations, institutions et associations canadiennes pour développer et diffuser les connaissances sur les régions polaires.
- Conseiller le ministre sur les questions relatives aux régions polaires.
- Informer les Canadiens et des organisations, institutions et associations canadiennes en ce qui a trait à la recherche sur ces régions.
- Intensifier le rôle que doit jouer le Canada sur la scène internationale à titre de nation circumpolaire, en encourageant la coopération internationale pour la connaissance relative aux régions polaires.
- Entreprendre d'autres activités liées à sa mission.

Valeurs et croyances de la CCAP

- agir conformément au principe d'humanité;
- assurer la participation égale et significative de tous les partenaires;
- travailler sans réserve et avec conviction;
- travailler sans faire preuve de préjugés à l'égard de certaines connaissances;
- respecter toute forme de connaissance;
- travailler dans un esprit d'étroite collaboration, en tant que groupe;
- reconnaître la nécessité de notre existence;
- agir d'une manière responsable sur le plan financier;
- refléter les opinions de tous les Canadiens;

- agir de manière à accroître les possibilités pour les habitants du Nord;
- respecter toutes les cultures;
- prendre des décisions basées sur le consensus:
- accorder la priorité aux préoccupations et opinions des habitants du Nord;
- agir avec intégrité;
- respecter les gens et nos collègues;
- faire preuve de transparence et partager l'information;
- agir dans un esprit de cogestion, allier la sagesse à la science et respecter ces deux éléments:
- communiquer et diffuser l'information de manière à ce qu'elle soit accessible et compréhensible pour tous les Canadiens;
- défendre les opinions de toutes les régions du Nord.

Objectifs

- Mettre sur pied un réseau canadien d'information sur les affaires polaires, au plus tard en mars 2000.
- Créer un groupe de discussion par courrier électronique sur les affaires du Nord pour les gens qui oeuvrent dans le domaine, au plus tard en mai 1999.
- Promouvoir la Commission canadienne des affaires polaires en tant qu'institution mondiale, au plus tard en mars 2000.
- Prévoir la perspective du citoyen dans l'élaboration d'un cadre de politiques sur la science nordique pour la recherche.
- Examiner les possibilités d'accroître la visibilité de la Commission dans toutes les régions, au plus tard en novembre 1999.
- Créer un ensemble d'indicateurs pour montrer où en est la connaissance sur les affaires du Nord, au plus tard en décembre 1999.
- Faire rapport sur les questions polaires et l'état de la connaissance dans ce domaine, à compter d'avril 1999.
- Accroître la représentation du Canada au sein des organismes internationaux (Arctique et Antarctique) par l'entremise de la Commission canadienne des affaires polaires, au plus tard en mars 2000.



 Promouvoir la participation canadienne dans les activités scientifiques Antarctique et bipolaire.

La carte routière stratégique de la Commission canadienne des affaires polaires devrait être considérée comme évolutive. La CCAP pourra en tout temps prendre le document, l'examiner et le modifier en appliquant la procédure utilisée pour dresser la carte. Idéalement, la carte routière devrait être examinée chaque année aux fins de la poursuite des objectifs et des stratégies et pour que les jalons soient atteints. Ce processus confirmera que la vision de trois ans s'est accomplie et maintiendra l'ouverture ainsi que l'esprit démocratique à la base de la création de la carte routière.

Mike Robinson est président de la Commission canadienne des affaires polaires.



Station de recherches SHEBA, mer de Beaufort

Assemblée de l'AUCEN, Ottawa

L'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN) a tenu son assemblée générale annuelle du 4 au 7 novembre 1999, à l'Université d'Ottawa. Des représentants des gouvernements fédéral et territoriaux, d'organismes autochtones et d'ONG se sont joints aux participants des universités et collèges des diverses régions du Canada pour participer à un atelier sur la politique de la science nordique. Les représentants de l'AUCEN ont fait valoir la nécessité d'adopter une politique nationale pour s'attaquer à la question que l'association considère comme une sérieuse diminution des movens en science nordique, à tous les niveaux. L'AU-CEN a préparé actuellement un exposé de position basé sur les délibérations de l'atelier, qui sera présenté au gouvernement du Canada.

Politique canadienne sur la recherche nordique

Nota : Le texte qui suit est une déclaration de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN).

Attendu:

- que la souveraineté du Canada dans le Nord comporte des responsabilités considérables en matière de gestion de l'environnement et de la culture;
- que les régions polaires sont extrêmement importantes pour les questions environnementales à l'échelle mondiale;
- qu'il est important pour le Canada de maintenir sa position dominante dans la science arctique et polaire internationale;
- que les Canadiens doivent pouvoir exercer un contrôle sur leurs ressources naturelles et gérer les dossiers de l'environnement et de la santé dans leur Nord;
- que l'accroissement et la commercialisation de l'expertise canadienne dans les technologies et la logistique des régions froides apportera des avantages;
- qu'une capacité de recherche dans le pays est nécessaire si l'on veut maintenir le développement économique et socio-culturel;
- que les gouvernements fédéral, territoriaux et provinciaux et leurs institutions ont déjà signalé les nombreux besoins en matière de recherche, de techniques et d'éducation.

L'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN) fait part de ses préoccupations en ce qui a trait à la vulnérabilité actuelle de la recherche nordique au Canada. Cette vulnérabilité est due aux réductions imposées dans les ministères des gouvernements et aux conseils subventionnaires, à la diminution de la recherche nordique dans les universités ces dernières années et au manque de coordination de l'information pertinente et de l'infrastructure. L'AUCEN reconnaît que cette situation de vulnérabilité persiste à cause de certains problèmes structurels au sein du gouvernement. Pour que le

Canada puisse obtenir sa part des avantages de la recherche scientifique et de l'accroissement de l'éducation dans le monde circumpolaire, nous devons remédier à notre manque de moyens et corriger ces problèmes structurels.

Par conséquent, nous recommandons:

- 1. Que le Parlement du Canada adopte une loi qui affirme la valeur de la recherche nordique, parce que le Canada est une grande nation nordique qui a des responsabilités régionales, nationales et internationales et qui peut profiter des débouchés. Un modèle utile est l'Arctic Research and Policy Act (1984) des États-Unis dont l'application a été très efficace. Cette loi pourrait être adaptée de manière à intégrer les politiques des autres nations circumpolaires et les programmes des instituts de recherche du Nunavut et d'Aurora.
- 2. Que cette loi prévoie la mise sur pied d'un institut polaire qui intègre la Commission canadienne des affaires polaires, l'ambassadeur de l'Arctique et l'Étude du plateau continental polaire.
- 3. Que cet institut polaire ait les moyens de faire de la recherche.
- Que les gouvernements et les communautés du Nord contribuent directement au programme de recherche de l'institut polaire.
- 5. Que des sommes beaucoup plus considérables soient consacrées à l'augmentation des travaux en rapport avec la science nordique au Canada et au développement de l'infrastructure d'enseignement et de recherche ainsi qu'à la coordination des moyens dans le Nord.

Les membres de l'AUCEN et leurs collaborateurs seront disponibles pour donner d'autres conseils, au besoin.

Nomination — liaison pour la recherche

L'Institut de recherche du Nunavut a annoncé la nomination de Mary Ellen Thomas d'Igaluit au poste de gestionnaire, liaison pour la recherche. En plus de gérer le processus d'octroi de licences de recherche conformément à la Loi sur les scientifiques, madame Thomas sera chargée d'établir et de maintenir une communication régulière avec les gouvernements fédéral et territoriaux, les institutions gouvernementales organismes de revendication, les groupes communautaires et les chercheurs. Madame Thomas, qui vit depuis longtemps dans le Nunavut, possède une vaste expérience en consultation des collectivités, en conception et en évaluation de projets ainsi qu'en administration des processus de révision. Elle a travaillé à plusieurs projets de recherche. Renseignements: Bruce Rigby, directeur exécutif, Institut de recherche du Nunavut, C.P. 1720, Igaluit (Nunavut) XOA 0H0. Tél. : (867) 979-4115. Téléc. : (867) 979-4681.

Document du CCRA

Le Comité canadien de la recherche antarctique (CCRA), sous les auspices de la Commission canadienne des affaires polaires, a publié un document de consultation intitulé Science antarctique et bipolaire: plan stratégique pour le Canada. Le Comité souhaite recevoir les commentaires et les suggestions d'une vaste gamme d'intervenants. Pour obtenir un exemplaire du document, veuillez vous adresser au secrétaire du Comité: Olav H. Loken, CCAR/CCRA, 1170 Bonnie Crescent, OTTAWA (Ont.), tél. et téléc.: (613) 225-4234. Courriel: oloken@sympatico.ca

Gestion des données sur l'Arctique et l'Antarctique Le contexte bipolaire



Réunion RDA/CCGDA, Ottawa

La Commission canadienne des affaires polaires a été l'hôte de la première réunion conjointe sur la gestion des données polaires qui a eu lieu du 7 au 10 juin 1999, à Ottawa. Cette activité qui avait pour thème la gestion des données sur l'Arctique et l'Antarctique dans le contexte bipolaire a regroupé des représentants du Conseil international chargé du répertoire des données sur l'Arctique (RDA) et du Comité conjoint de gestion des données sur l'Antarctique (CCGDA) ainsi que des groupes représentant près de 40 pays et organismes internationaux qui s'occupent de la recherche polaire.

Les buts de la réunion : stimuler la discussion sur des questions et démarches rattachées à la gestion des données et de l'information polaires; mieux coordonner les initiatives d'enseignement et de formation en science; élaborer des politiques et des stratégies qui reconnaissent le lien naturel entre les chercheurs de l'Arctique et ceux de l'Antarctique; établir des normes, des protocoles et des procédures communs pour le maintien de ressources de haute qualité pour la connaissance polaire, au niveau mondial.

La réunion a été extrêmement productrice. Elle a donné lieu à l'approbation de plusieurs initiatives : l'élaboration d'un cadre pour la collaboration future; la publication d'un rapport sur la gestion des données bipolaires; et l'organisation d'ateliers de formation régionaux. Renseignements : Alan Saunders, Commission canadienne des affaires polaires. Tél. : (613) 943-8605. Téléc. : (613) 943-8607; courriel : saunders@polarcom.gc.ca

Système canadien d'information polaire

La mise sur pied du Système canadien d'information polaire (SCIP), une initiative qui reliera les principaux outils et les principales ressources des scientifiques des affaires polaires au Canada, se poursuit. La Commission canadienne des affaires polaires prépare un exposé sur la stratégie du SCIP qui explique pourquoi il faut moderniser l'infrastructure de TI pour les affaires polaires et indique les échéances pour la création des éléments du réseau et leur mise en oeuvre. Les travaux concernant plusieurs caractéristiques du SCIP, y compris les liens pour les métadonnées et les outils de classement, les ensembles de données, les bases de données bibliographiques et les ressources pour l'information de base, sont en cours.

Les responsables préparent l'utilisation de l'Arctic Science and Technology Information System (ASTIS) en ligne dans le cadre du SCIP. Les autres éléments de base sont : le registre des chercheurs s'intéressant aux questions polaires; le répertoire des stations de recherche circumpolaires; la liste des cours des programmes d'études nordiques; les données sur la recherche nordique; et l'information sur les ministères et organismes des gouvernements et les instituts de recherche nordique. La Commission travaille également à la mise sur pied d'un site web interactif sur la science polaire qui permettra la tenue de conférences et le dialogue en ligne entre les chercheurs du Canada qui s'occupent des questions polaires.

Indicateurs de la connaissance polaire au Canada

La Commission canadienne des affaires polaires prépare un ensemble d'indicateurs de la connaissance polaire au Canada, l'un des principaux éléments de sa carte routière stratégique. Plus tôt cette année, elle a publié un document de travail et demandé aux chercheurs qui s'intéressent aux dossiers polaires de faire des commentaires. Un atelier régional qui s'est tenu à Inuvik a réuni les représentants de plusieurs organismes du Nord. D'autres réunions ont eu lieu plus tard à Québec et à Iqaluit, avec les ministères et les organismes du gouvernement fédéral qui travaillent à l'initiative cadre des sciences et de la technologie nordiques.

La Commission souhaite recevoir d'autres commentaires sur le projet des indicateurs. Le document de travail est fourni sur son site web à www.polarcom.gc.ca/Background1.mod.html. Renseignements: Jean-Marie Beaulieu, Commission canadienne des affaires polaires, Ottawa, Ontario Tél.: (613) 943-8605; Telec: (613) 943-8607 Courriel: beaulieuj@polarcom.gc.ca

Cadre pour la S et T nordiques

Des représentants des ministères et organismes du gouvernement fédéral qui ont d'importantes responsibilities en rapport avec le territoire au nord du 60° se préparent à publier un document cadre au début de l'année prochaine. Un cadre fédéral pour la science et la technologie nordiques au Canada décrira les activités de recherche des ministères du gouvernement fédéral dans le Nord, en faisant ressortir les initiatives conjointes et les domaines dans lesquels la collaboration et la coordination pourraient être améliorées. Renseignements : David Malcolm, Programme des affaires du Nord, MAIN, pièce 642, 10 rue Wellington, Hull (Québec). Adresse postale: Ottawa, Ontario K1A 0H4. Tél.: (819) 997-0879. Téléc. : (819) 997-9623. Courriel : malcolmd@inac.gc.ca

Changement d'adresse de l'IASSA

Le secrétariat de l'International Arctic Social Science Association (IASSA), qui était à Copenhague, s'est installé à l'Université Laval, au Québec. Son adresse : secrétariat de l'IASSA, GÉTIC, Université Laval, Pavillon De-Koninck, local 0450, Québec (Québec) Canada G1K 7P4. Tél. : (418) 656-7596. Téléc. : (418) 656-3023. Courriel : iassa.getic@fss.ulaval.ca

Université de l'Arctique

L'université de l'Arctique, qui vise à répondre aux besoins des gens du Nord soumis à des influences mondiales croissantes, est un partenariat réunissant des établissements d'enseignement, des organismes autochtones, des États de l'Arctique et d'autres intervenants. Elle adopte une approche innovatrice pour rendre l'éducation dans le Nord pertinente et accessible à tous les habitants. Les moyens mis en oeuvre sont :

- le partage de la connaissance entre les gens du Nord pour qu'ils puissent relever les défis de la viabilité régionale;
- l'harmonisation des systèmes d'apprentissage axés sur le savoir traditionnel et la connaissance scientifique;
- l'intégration de nombreuses disciplines pour l'examen des dossiers contemporains de la région selon une perspective locale, régionale et mondiale;
- le recours à diverses méthodes (salles de cours, mobilité, apprentissage sur le terrain et à distance) pour surmonter les obstacles à l'éducation dans le Nord;
- l'utilisation d'outils qui permettront aux gens du Nord d'assumer les responsabilités de l'autonomie.

Renseignements: bureau de coordination de l'UArctique, Centre de l'Arctique, C.P. 122 96101 Rovaniemi, Finlande. Tél.: +358(0)16 341341. Téléc.: +358(0)16 3412777. Courriel: uarctic@urova.fi. On peut aussi obtenir de l'information sur l'université de l'Arctique en ligne à: http://www.urova.fi/home/uarctic

Un groupe de travail du CRSNG examine la recherche nordique

Elizabeth Boston

Contexte

C'est en janvier 1998 que le dossier de la recherche dans le Nord a attiré pour la première fois l'attention du CRSNG. Les statistiques de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN) indiquaient alors que la recherche sur le Nord menée par les universités canadiennes avait connu une baisse inquiétante depuis 1989, baisse qui avait été accentuée par la réduction du soutien du gouvernement fédéral à l'Étude du plateau continental polaire (ÉPCP). Les subventions de recherche du CRSNG ne suffisaient pas à couvrir tous les coûts d'accès au Nord, ni les coûts d'exploitation des



Excavations au site Heibera

COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES

stations expérimentales. À cette période, le ministère des Affaires indiennes et du Nord (MAIN) jouait un rôle prépondérant en rapport avec une Stratégie sur la science et la technologie nordiques. Cette stratégie qui portait sur la recherche relevant du gouvernement fédéral n'incluait pas la recherche effectuée par les universités canadiennes.

La question a été débattue, puis en octobre 1998, le CRSNG a approuvé le mandat et la composition d'un groupe de travail sur la recherche nordique. Au début, le groupe présidé par M. Tom Hutchinson de l'université Trent comprenait 16 membres recrutés dans le milieu universitaire, le gouvernement et les communautés du Nord. Son expertise couvrait le large éventail des sciences naturelles, du génie et des sciences sociales. L'EPCP, la Commission canadienne des affaires polaires et l'AUCEN étaient représentées dans le groupe. Après la première réunion du groupe, en 1998, les membres ont convenu que le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) participerait lui aussi aux travaux, et un représentant du CRSH a été nommé membre du groupe.

Méthode de travail

Le groupe a été prié de répartir le travail en deux phases — la première pour cerner les questions et les problèmes liés à la recherche dans le Nord, et la deuxième pour proposer des mesures. Durant la première phase, le groupe a assemblé des renseignements sur le niveau de la recherche universitaire dans le Nord, examiné le dossier du financement (incluant le soutien logistique) et les récentes initiatives gouvernementales ainsi que les activités menées dans d'autres pays. En outre, il a cher-

ché à savoir si les collectivités nordiques pourraient participer à la recherche et en tirer profit.

Aux fins de cet exercice, on a établi que le Nord était « la zone au nord de la limite sud de la région à pergélisol discontinu ». Le groupe de travail a recueilli des renseignements en demandant aux chercheurs universitaires de remplir un questionnaire et en consultant des groupes du Nord. Il s'est aussi basé sur un certain nombre d'études et de rapports et a assemblé les commentaires des autres organismes et ministères du gouvernement fédéral.

Tous les renseignements recueillis grâce aux questionnaires, à la consultation et aux autres moyens ont fait l'objet d'un débat à une réunion du groupe qui a duré deux jours, en avril 1999. Le rapport de la phase 1 du groupe de travail, qui résume ses constatations, a été remis au CRSNG et au CRSH; il recommandait que le groupe soit autorisé à passer à la deuxième phase.

Premières constatations

Le groupe de travail a constaté que la recherche nordique au Canada était en pleine crise. Le Canada ne pourra pas remplir ses obligations en matière de science et de recherche internationales, ni contribuer à l'avancement des dossiers qui ont une importance mondiale. Il ne pourra pas non plus remplir ses obligations nationales de base, gérer et protéger son milieu nordique, ou intervenir pour régler les nouveaux problèmes sociaux qui se posent dans le Nord.

Le rapport de la phase 1 décrit un certain nombre de problèmes liés à la recherche dans le Nord, notamment la diminution de la recherche nordique dans les universités, le manque de nouveaux chercheurs et d'argent, la hausse des coûts et le soutien logistique insuffisant. Cependant, il existe un besoin urgent de chercheurs spécialistes des questions nordiques, et les possibilités de formation de partenariats et d'alliances avec les communautés nordiques abondent.

Prochaines étapes

Le CRSNG et le CRSH pourraient remédier aux problèmes et examiner les possibilités, en partie du moins, en modifiant les programmes en vigueur, en introduisant de nouveaux programmes ou en fixant des nouvelles priorités. Le groupe de travail a recommandé qu'on l'autorise à passer à la phase 2, pour pouvoir proposer des mesures visant à régler les problèmes et à tirer parti des possibilités qui ont été découvertes. Il proposera des moyens pour que le CRSNG puisse collaborer avec les gouvernements (fédéral, provinciaux et territoriaux) et d'autres partenaires afin de faciliter et de promouvoir la recherche dans le Nord. Le groupe de travail fera vraisemblablement des recommandations distinctes au CRSNG et au CRSH, mais il pourrait proposer de réaliser des activités conjointes.

Le groupe de travail présentera des recommandations définitives au CRSNG et au CRSH au début de l'an 2000.

Elizabeth Boston est directrice de projets au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) à Ottawa.

Réunion du CSRA

La 26^e réunion du CSRA se tiendra au National Olympic Memorial Youth Centre, à Tokyo, au Japon, du 10 au 22 juillet 2000. Renseignements : http://www.nipr.ac.jp/SCAR-COMNAP-2000-TOKYO.

Des renseignements supplémentaires seront fournis sur le site web lorsqu'ils seront disponibles.

Sixième symposium circumpolaire sur la télédétection des environnements polaires

Le sixième symposium circumpolaire sur la télédétection des environnements polaires aura lieu du 12 au 14 juin 2000 à Yellowknife, T.N.-O. Cette tribune internationale pour la discussion sur les travaux en cours dans les régions circumpolaires portera, entre autres, sur les sujets suivants : la gestion des terres et des eaux; les changements planétaires; la foresterie et la gestion des incendies; la surveillance de l'environnement; la gestion de la faune et la protection des habitats; la neige et la glace; la prospection minière et l'exploration des gisements de pétrole et de gaz; l'océanographie; la lutte contre la pollution; l'archéologie; le traitement des données; et les systèmes d'information sur la géographie.

À ce symposium organisé par le Northwest Territories Centre for Remote Sensing (NWTCRS), les participants examineront les échanges en recherche internationale appliquée, la présentation des nouvelles technologies et l'avancement de la collaboration dans les régions circumpolaires du monde. Les résumés de 250 mots au maximum, en anglais, doivent être envoyés par courrier électronique au plus tard le 1er février 2000 (fichier non formaté Word, Word Perfect ou ASCII texte) à l'adresse pour la conférence : circumpolar 2000 @gov.nt.ca

Renseignements: N.W.T. Centre for Remote Sensing, Ministère des Ressources, de la Faune et du Développement économique des Territoires du Nord-Ouest, 600 5102–50th Ave., Yellowknife, T.N.-O., X1A 3S8. Tél.: (867) 920-3329. Téléc.: (867) 873-0221. Courriel: circumpolar2000@gov.nt.ca. Les documents pour l'inscription et des renseignements sur l'hébergement sont fournis en ligne, à l'adresse: http://www.gov.nt.ca/RWED/rs/circumpolar2000

Gestionnaire des programmes pour le soutien à la recherche nordique et la logistique

L'Office of Polar Programs de la National Science Foundation a annoncé la nomination de Simon Stephenson au poste de gestionnaire des programmes pour le soutien à la recherche nordique et la logistique. M. Stephenson apporte au programme de l'Arctique une vaste expérience en coordination des besoins en science et en logistique dans les régions polaires. Il a travaillé comme géophysicien des glaciers pour la British Antarctic Survey et a fait partie d'une équipe de la NASA chargée de faire des enquêtes sur la dynamique des courants glaciaires de l'Antarctique occidental. À court terme, M. Stephenson rencontrera des chercheurs qui s'intéressent aux dossiers polaires pour discuter des besoins en infrastructure pour les programmes de recherche polaire des États-Unis.

Taiga Net

Taiga Net News annonce régulièrement les faits nouveaux et les nouvelles susceptibles d'intéresser les lecteurs de Taiga Net (http://taiga.net), un réseau coopératif du Yukon, au Canada. Les articles de fond qui portent sur la science, l'environnement et les communautés du Nord ont fourni des renseignements sur le bassin de Wolf Creek, l'Arctic Borderlands Ecological Knowledge Co-op, la viabilité des communautés de l'Arctique dans le contexte des changements planétaires et le plan de recherche et de surveillance du versant nord du Yukon. Taiga Net héberge les sites de plusieurs organismes, fournit des rapports et présente des diaporamas sur le web.



Île Axel Heiberg, Territoire du Nunavut

COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES

Répertoire des installations des sciences et de la technologie dans le Nord du Canada

Le Répertoire des installations des sciences et de la technologie dans le Nord du Canada, qui a été compilé par les responsables de l'Étude du plateau continental polaire (ÉPCP), est une liste en ligne qui énumère les 29 stations de recherche et autres installations du Nunavut, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Chaque entrée fournit une description des installations ainsi que des renseignements sur la disponibilité, les règlements, les coûts, l'équipement de communication, l'accès et le transport et les personnes-ressources. Le Répertoire est affiché sur le site web de l'Étude du plateau continental polaire à : http://polar.NRCan.gc.ca/NorthernFacilities e.html

Base de données sur l'expertise des Inuits

Inuit Tapirisat du Canada a créé un site web pour aider les chercheurs du Nord à trouver des inuits qualifiés dans les communautés du Nord. Le site fournit des renseignements sur l'expertise et l'expérience de certains inuits ainsi que des recommandations sur l'embauche, les protocoles de recherche et des liens menant à des sites nordiques pertinents. Les intéressés peuvent trouver le « Resource Guide to Inuit Harvesters' Skills » au : http://www.inuit-skills.com/index.html

Réseau d'évaluation et de surveillance écologiques

Le Répertoire du Réseau d'évaluation et de surveillance écologiques peut être consulté en ligne aux adresses: http://www.cciw.ca/metadataO/search-intro.html et http://www.cciw.ca/ metadata0/search-intro_f.html. Les administrateurs de site peuvent maintenant trouver des renseignements sur leur http://www.cciw.ca/eman-temp/metadata et au http://www.cciw.ca/eman-temp-f/metadata/. Ces renseignements comprennent : une liste de personnes-ressources; un sommaire du site; les buts, objectifs et des précisions sur ce que fournit le site au cours d'une année: de l'information sur la recherche de sites avec des motsclés; une liste de publications; et une liste d'ensembles de données.

Plan de recherche et de surveillance à long terme pour le versant nord du Yukon

Le plan de recherche et de surveillance pour le versant nord du Yukon couvre une période de dix ans. Il indique les problèmes environnementaux propres au versant nord ainsi que la recherche et les mesures de surveillance nécessaires pour remédier aux problèmes. Le plan tient compte de la recherche antérieure, et il signale les graves lacunes en matière d'information ainsi que les possibilités d'utilisation



Échantillons de l'Éocene recuellis dans l'Île Axel Heiberg

des données existantes. Son but : élaborer des programmes de recherche et de surveillance réellement interdisciplinaires qui prévoiront la participation des gens et leurs rapports à la santé et au fonctionnement de l'écosystème.

Le plan sert de guide aux chercheurs et aux collectivités sur les points suivants :

- la participation des gens à la recherche et à la surveillance;
- les responsabilités des chercheurs et des collectivités:
- le recours à la connaissance traditionnelle et locale pour la recherche et la surveillance;
- la coordination des initiatives de recherche et de surveillance;
- les moyens de communiquer l'information aux collectivités;
- les sources de financement;
- les possibilités de partenariat;
- le processus d'autorisation de la recherche;

Le plan de recherche et de surveillance à long terme pour le versant nord du Yukon sera utile aux collectivités, aux gouvernements, aux chercheurs et aux universitaires qui travaillent à la recherche et à la surveillance sur le versant nord. Il servira de guide pour les ressources offertes aux chercheurs des universités et des gouvernements, il indiquera les priorités de la recherche et de la surveillance et comment faire la recherche sur le versant nord.

Le plan a été établi par le Wildlife Management Advisory Council chargé du versant nord du Yukon. Ce conseil comprend un président indépendant, deux représentants inuvialuits, un représentant du gouvernement du Canada et un représentant du gouvernement du Yukon. Il est chargé de conseiller les ministres compétents sur toutes les questions liées à la politique pour la faune, à la gestion et à la réglementation, y compris les habitats de la faune et l'exploitation des ressources fauniques sur le versant nord.

Renseignements: Wildlife Management Advisory Council (North Slope), Box 5928, Whitehorse, YT Y1A 5L6. Tél.: (867) 633-5476; Téléc: (867) 633-6900; Courriel: wmacns@web.net. Le plan de recherche et de surveillance à long terme pour le versant nord du Yukon peut être consulté en ligne au http://www.taiga.net/wmac/researchplan/index.html

Méthodes et modèles pour une évaluation intégrée

L'évaluation de l'influence des multiples systèmes est essentielle à la compréhension des importants dossiers comme les changements environnementaux à l'échelle planétaire, les changements technologiques à grande échelle et l'évolution internationale et socio-politique. « Methods and Models for Integrated Assessment » (MMIA) offre une possibilité de financement pour la recherche sur les changements planétaires cautionnée par la National Science Foundation (NSF). Le concours MMIA a pour but d'appuyer la recherche méthodologique qui fera avancer la conception et l'exécution des évaluations intégrées — méthodes pour examiner les interactions complexes entre les systèmes physiques, biologiques et humains de la Terre. L'évaluation intégrée prévoit le recours à des modèles quantitatifs et à d'autres méthodes pour comprendre chaque système et ses interactions; elle cherche surtout à déterminer comment les changements dans un des systèmes influera sur les autres systèmes. En plus de fournir de l'information sur la dynamique des changements, les évaluations intégrées aideront les décideurs à établir un cadre pour

la détermination et l'évaluation des conséquences probables de différentes politiques environnementales.

Pour de plus amples renseignements, consulter le site web de la NSF au : http://www.nsf.gov/cgi-bin/getpub?nsf9986.

12e conférence sur les études inuites :

« Inuit Communities, the Northern Environment and Global Processes »

La 12^e conférence sur les études inuites aura lieu à l'université d'Aberdeen, en Écosse, du 23 au 26 août 2000. Le thème central de la conférence : les rapports de plus en plus complexes et problématiques entre les gens, les ressources, l'environnement et les processus planétaires dans le Nord.

Les ressources naturelles de la terre et de la mer sont soumises à des contraintes dues aux exigences croissantes des humains, aux pratiques environnementales insalubres, à la pollution, au changement climatique, à l'exploitation touristique et aux modèles planétaires de gestion de l'environnement. Parallèlement, l'auto-détermination, la mondialisation, la modernité et l'exploitation des ressources créent des défis positifs pour les collectivités inuites qui cherchent des moyens de subsistance appropriés. À la conférence, les participants examineront des questions en rapport avec l'avenir des collectivités inuites et le milieu nordique.

Renseignements: Dr. Mark Nuttall, organisateur de la conférence, 12th Inuit Studies Conference, Department of Sociology, University of Aberdeen, Aberdeen AB24 3QY, Écosse, Royaume-Uni.

Recherche dans le Nunavut

L'Institut de recherche du Nunavut travaille avec des sociétés de développement inuites à la préparation d'un certain nombre de projets de recherche. Deux projets offrent d'excellentes occasions de collaboration entre chercheurs non-résidants et la collectivité dans le domaine de la recherche sur le milieu marin.

Proiet n° 1

Pêche au crabe à des fins d'enquête

Demande d'aide pour la conception et la mise sur pied éventuelle d'un centre de pêche au crabe à des fins d'enquête. Les responsables comptent élaborer le projet et le faire approuver; la recherche commencerait durant l'été 2000. Les critères de conception de l'enquête sont les suivants : méthodologie de la captureremise à l'eau, largeur de la carapace, taux de capture par unité d'effort, taux de capture, identification des lieux, techniques d'échantillonnage au hasard appropriées et questions concernant la conception générale de l'enquête.

Projet n° 2

Productivité des algues marines et questions connexes — Frobisher Bay

Demande d'aide pour l'élaboration d'un projet de recherche sur les questions propres aux algues marines trouvées à Frobisher Bay. Le travail porterait sur la nature des algues et les endroits où se trouvent différents types d'algues, les taux de productivité, la présence ou l'absence de diverses toxines, etc.

Renseignements : Jamal Shirley, Nunavut Research Institute, Tél : (867) 979-4105; Courriel : stsnri@nunanet.com

18^e colloque des bibliothèques des régions polaires

Le 18^e colloque des bibliothèques des régions polaires aura lieu en juin 2000, à Winnipeg. Il sera organisé par le service des archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBH). Le thème de la conférence est *Gateways: Polar Archives and Libraries into the Next Millennium*. Les participants représentent les archives et les bibliothèques qui abritent des collections sur les affaires polaires, dans toutes les disciplines. Des délégués des quatre coins du monde sont attendus.

Cette conférence de cinq jours inclura une visite à Lower Fort Garry suivie d'une excursion d'une journée dans la région historique d'Interlake, au Manitoba. Des visites à la Winnipeg Art Gallery, au Musée manitobain de l'homme et sa collection d'artefacts de la CBH et aux archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson sont également prévues. Renseignements : Mme Barbara Kelcey, bekelcey@mb.sympatico.ca ou Anne Morton, HBCA, amorton@chc.gov.mb.ca Des renseignements supplémentaires seront fournis sur le site web de la CBH : www.gov.mb.ca/chc/archives/hbca/index.html

Définir le « Nord »

Statistique Canada a publié un article sur les critères qui servent à définir le « Nord ». L'article décrit l'indice de « nordicité » qui inclut dix points allant des barrières naturelles, comme le froid et la couverture végétale annuels, jusqu'aux variables d'origine humaine comme l'accessibilité et l'activité économique. L'auteur décrit 16 principales variables et propose deux « zones de transition » entre le Nord et le Sud. Pour de plus amples renseignements, consulter le site web de Stat Can au : http://www.statcan.ca/

Recherche sur l'évolution du climat des écosystèmes nordiques

L'Initiative des écosystèmes nordiques (IÉN) d'Environnement Canada vise à cerner les importantes questions rattachées aux écosystèmes du Nord et à faciliter la prise de mesures coordonnées par le gouvernement du Canada et d'autres partenaires des régions qui suscitent des préoccupations (organismes provinciaux, territoriaux, universités, autochtones, ONG et industrie). L'une des principales tâches de l'IÉN est l'étude des répercussions éventuelles du changement de climat dans le Nord. notamment au Yukon, dans la partie occidentale des Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, les basses terres de la baie Iames et de la baie d'Hudson, le nord du Québec et le Labrador.

Actuellement, les responsables d'Environnement Canada recueillent des renseignements sur le changement de climat et les dossiers prioritaires; l'information sera publiée au printemps 2000. Les organismes intéressés doivent envoyer un résumé de travaux de recherche sur les écosystèmes et/ou le changement climatique, en suivant les directives ci-dessous:

- titre descriptif du projet;
- objet de l'étude (2-3 lignes au max.);
- lieu, échéancier et coûts;
- responsables (nom, organisme, adresse, etc.);
- collaborateurs;
- graves lacunes des connaissances sur le changement de climat dans les écosystèmes du Nord.

Renseignements : M. Tom Clair, coordonnateur de l'IÉN sur le changement climatique, Environnement Canada, Service de la conservation de l'environnement, région de l'Atlantique, C. P. 6227, Sackville, N.-B. E4L 1G6. Tél.: (506) 364 5070; Téléc.: (506) 364 5062; Courriel: tom.clair@ec.gc.ca

Ficuciaire d'études nordiques

La date limite pour la réception des demandes de bourse d'études nordiques est le 31 janvier 2000. Les étudiants qui font de la recherche sur le Nord canadien peuvent obtenir des prix. Les intéressés peuvent obtenir l'information sur les conditions et les formulaires de demande pour :

- le prix d'histoire inuit Etuangat (500 \$)
- les bourses d'études nordiques (jusqu'à 10 000 \$)
- la bourse de géographie du Nord James W. Bourque (\$10,000)
- le Programme d'aide à la recherche environnementale dans l'Arctique (l'hébergement, les installations et les services)
- les bourses spéciales pour les nord canadien(nes)s (jusqu'à 5 000 \$)
- la bourse des coopératives (jusqu'à 2 000 \$)
- la bourse de recherche Caribou (jusqu'à 3 000 \$)

Renseignements et documentation : AUCEN, 17, rue York, pièce 405, Ottawa (Ont.) K1N 9J6. Tél. : (613) 562-0515; Téléc.: (613) 562-0533; Courriel: acuns@cyberus.ca Site web : http://aixl.uotawa.ca/associations/ aucen-acuns

Circumpolar Arctic Social Sciences (CASS) Ph.D. Network

Le cours de doctorat du Circumpolar Arctic Social Sciences (CASS) Ph.D. Network a été donné du 6 au 24 septembre à Québec et dans des centres du nord du Québec. Le thème pour 1999 était l'autonomie politique et l'autosuffisance dans le Nord.

Quatorze étudiants de divers pays nordiques (Canada, Danemark, îles Féroé, Finlande, Groenland, Islande, Norvège, Suède et États-Unis) ont assisté à l'atelier coordonné par le pr Gérard Duhaime, directeur du GÉTIC à l'Université Laval, et le pr Rasmus Ole Rasmussen de l'université de Roskilde, au Danemark. Six professeurs de différentes universités (Institut de géographie alpine de Grenoble, université de Roskilde, Université Laval, université de l'Alaska Fairbanks, université du New Hampshire et université du nord de la Colombie-Britannique) y ont également assisté.

Groupe de travail sur les changements culturels et sociaux rapides dans le Nord circumpolaire

Sur l'initiative de l'IASSA, un groupe de travail sur les changements culturels et sociaux rapides dans le Nord circumpolaire relevant du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) a été créé. Le groupe de travail a préparé un programme provisoire pour la recherche prioritaire et demandé aux institutions et aux personnes intéressées de soumettre des projets. Les intéressés peuvent obtenir de plus amples renseignement en consultant le site web du CISA au : www.iasc.no

Conférence nationale des étudiants en études nordiques

La 6e conférence nationale des étudiants en études nordiques se tiendra à l'Université Laval, au Québec, les 6 et 7 mai 2000. La conférence qui a lieu tous les trois ans est organisée par le ministère des Affaires indiennes et du Nord et l'Association universitaire canadienne d'études nordiques. Les hôtes locaux à l'Université Laval sont le Groupe d'études inuit et circumpolaires (GÉTIC) et le Centre d'études nordiques (CEN).

Les étudiants finissants du premier cycle et les étudiants diplômés, dans toutes les disciplines, dont les travaux portent sur des aspects de la recherche nordique ou des études polaires (y compris les études autochtones) sont invités à participer à cette conférence. Ils pourront présenter des communications orales ou des affiches. Les frais de participation sont de 75 \$, ce qui inclut le recueil des résumés

Équipe de chercheurs américains qui prennent des échantillons de fossiles



présentés, les pauses-rafraîchissements et les déjeuners. Des subventions seront offertes pour les frais de voyage et d'hébergement.

Pour obtenir un formulaire d'inscription ou de plus amples renseignements : 6^e conférence nationale des étudiants en études nordiques, GÉTIC, Pavillon Ernest-Lemieux, Université Laval, Québec (Québec) GIK 7P4. Tél. : (418) 656-2131, poste 8365; Courriel : aba855@agora.ulaval.ca Site web : http://aix1.uottawa.ca/associations/aucen-acuns

Publications

Franz Boas among the Inuit of Baffin Island 1883-1884. Journaux personnels et lettres. Révisé et préfacé par Ludger Müller-Wille. Traduit par William Barr avec préface de Valerie Pinsky. 298 p., photos et illustrations. ISBN 0-8020-4150-7 (C); CIP: C98-931821-4. Prix: Canada – 50,00 \$. Pour commander: http://www.utpress.utoronto.ca/

Sustainable Development in the North: Local Initiatives vs Megaprojects, Circumpolar Arctic Social Sciences Ph.D Network, Actes de la deuxième conférence, Gérard Duhaime, Rasmus Ole Rasmussen et Robert Comtois (ed..), GÉTIC, Université Laval, Québec, 1998, 393 p. Prix: 23,54 \$ (extérieur du Québec); 24,61 \$ (Québec seulement); 25,00 \$ (extérieur du Canada)

Arctic Identities: Continuity and Change in Inuit and Saami Societies, révisé par Jarich Oosten et Cornelius Remie, 1999 Research School CNWS, Université de Leiden, Pays-Bas. Pour commander: cnws@rullet.LeidenUniv.nl

Horizon

Conférence internationale sur la santé des humains et les polluants organiques persistants (POPs) dans l'Arctique

18–20 janvier 2000 Rovaniemi, Finlande

Renseignements: secrétariat de l'AMAP

C.P. 8100 Dep N-0032 Oslo Norvège

Tél.: 47-23 24 16 30 Téléc.: 47-22 67 67 06 Courriel: amap@amap.telemax.no

Site web: http://www.grida.no/amap/amap.htm

Winter Cities 2000

12-16 février 2000 Luleå et Kiruna, Suède

Renseignements: http://www.wintercities.kiruna.se

http://www.wintercities.lulea.se

Écosystèmes circumpolaires 4

16-21 février 2000 Churchill Northern Studies Centre Churchill, MB

Renseignements: Harvey Lemelin

Executive Director

CNSC C.P. Box 610 Churchill MB ROB OFO

Site web: www.brandonu.calcnscl

Tél.: (204) 675-2307 Téléc.: (204) 675-2139 Courriel: cnsc@cancom.net

30e atelier international sur l'Arctique

16-18 mars 2000

Institute of Arctic and Alpine Research University of Colorado, Boulder, CO

Renseignements: http://instaar.colorado.edu/AW2000/

Semaine du Sommet de la science arctique

2-7 avril 2000

Cambridge, Royaume-Uni

Renseignements : secrétariat du CISA

Courriel: iasc@iasc.no

Groupe de travail sur le développement durable du Conseil de l'Arctique

26 avril 2000 Fairbanks, Alaska

Renseignements : secrétariat du Conseil de l'Arctique

Washington, D.C. Tél.: (202) 647-0241 Téléc.: (202) 647-4353 Courriel: arctic@state.gov

Réunion des hauts-fonctionnaires du Conseil de l'Arctique

27-28 avril 2000 Fairbanks, Alaska

Renseignements: secrétariat du Conseil de l'Arctique

Washington, D.C. Tél.: (202) 647 0241 Téléc.: (202) 647 4353 Courriel: arctic@state.gov

6e conférence nationale des étudiants en études nordiques

6-7 mai 2000 Ste-Foy, QC

Renseignements: GÉTIC

Pavillon DeKoninck, local 0450

Université Laval Ste-Foy, QC GIK 7P4

Courriel: aba855@agora.ulaval.ca Tél.: (418) 656-2131 ext. 8365

Site web: http://aix1.uottawa.ca/associations/aucen-acuns

Stabilisation des langues autochtones

11-14 mai 2000 Toronto, ON

Renseignements: Barbara Burnaby Modern Language Centre OISE/UT, 252, rue Bloor ouest

Toronto (Ontario) M5S 1V6

Téléc.: (416) 926-0469 Courriel: silc@oise.utoronto.ca 18e colloque des bibliothèques des régions polaires

12 - 17 juin 2000 Winnipeg (Manitoba)

Renseignements: Barbara Kelcey Courriel: bekelcey@mb.sympatico.ca Responsable du programme : Anne Morton Courriel: amorton@chc.gov.mb.ca

Atelier international sur l'ingénierie dans le pergélisol

18-21 juin 2000 Longvearbyen, Syalbard

Norvège

Renseignements: professeur Kaare Senneset Département du génie géotechnique, NTNU

Høgskoleringen 7a N-7491 Trondheim, Norvège Tél.: 47-7359 4602 Téléc.: 47 7359 4609

Courriel: kaare.senneset@2bygg.ntnu.no

Symposium international sur la glace marine et ses interactions avec l'océan, l'atmosphère et la biosphère

19-23 juin 2000 Fairbanks, Alaska

Renseignements:

http://www.spri.cam.ac.uk/igs/akpages.htm http://www.gi.alaska.edu/seaicesymposium

12e conférence sur les études inuites :

« Inuit Communities, the Northern Environment and Global Processes »

23-26 août 2000

ÉCOSSE, R.-U.

University of Aberdeen, Écosse

Renseignements: Dr. Mark Nuttall Organisateur de la conférence 12^e conférence sur les études inuites Département de sociologie University of Aberdeen Aberdeen AB24 3QY

MÉRIDIEN

MÉRIDIEN est publié par la Commission canadienne des affaires polaires. L'information qu'il contient peut être utilisée à condition que la source soit mentionnée.

Rédacteur : Alan Saunders

Conception et production : Nortext Multimedia Traduction: Services linguistiques HSN

Imprimé au Canada

Tous droits réservés © 1999 Commission canadienne des affaires polaires.

Commission canadienne des affaires polaires

Pièce 1710, Constitution Square 360, rue Albert Ottawa (Ontario) K1R 7X7 Tél.: (613) 943-8605

Téléc.: (613) 943-8607 Courriel: mail@polarcom.gc.ca Internet: www.polarcom.gc.ca

Bureau régional Commission canadienne des affaires polaires

#10-4807 49th Street Yellowknife, T.N.-O. X1A 3T5 Tél.: (867) 920-7401 Téléc.: (867) 873-3654

Courriel: polarcom@internorth.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Wayne Adams Richard Binder Julie Cruikshank Jean Dupuis Peter Johnson (vice-président) Mike Robinson (président) Josie Sias